



**Arrêté temporaire n°2025AT\_0690  
Portant réglementation du stationnement et de la  
circulation  
  
RD 2, place du patis vert et RD 141**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,**

**MONSIEUR LE MAIRE DE CONCORET,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 L. 3221-4 et L. 3221-5 ;  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 412-28 ;  
**Vu** le Code de la voirie routière ;  
**Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription, le livre 1, 5ème partie, signalisation d'indication, des services et de repérage et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire ;  
**Vu** le règlement départemental de voirie approuvé le 16 septembre 2016 ;  
**Vu** la délibération du conseil départemental en date du 1er juillet 2021 relative à l'élection du président du conseil départemental ;  
**Vu** l'arrêté départemental en date du 23 décembre 2024 portant délégation de signature ;  
**Vu** la demande en date du 31/03/2025 émise par CPIE FORET DE BROCELIANDE aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement et de la circulation ;  
**Considérant** qu'une manifestation culturelle de type "marché" dénommée "Marché du Terroir et de l'Artisanat" rend nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, le 01/05/2025 sur la RD 2, place du patis vert et RD 141 situées sur la commune de Concoret ;

## **ARRÊTENT**

### **Article 1**

Le 01/05/2025, la circulation des véhicules est interdite de 06 h 00 à 21 h 00 sur la RD 2 du PR 91+0685 au PR 92+0568, dans les deux sens de circulation, des deux côtés. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de secours et l'accès des visiteurs pour les parkings sera autorisé par les organisateurs de la manifestation sur place.

### **Article 2**

Le 01/05/2025, la circulation des véhicules est interdite de 6 h 00 à 21 h 00 sur la place du patis vert et RD 141 du PR 23+0297 au PR 23+0074, dans les deux sens de circulation, des deux côtés. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de secours et l'accès des visiteurs pour les parkings sera autorisé par les organisateurs de la manifestation sur place.

### **Article 3**

Le 01/05/2025, les prescriptions suivantes s'appliquent sur la RD 2 du PR 91+0025 au PR 91+0683, dans le sens des PR croissants :

- Un sens unique est institué de 06 h 00 à 21 h 00. Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux véhicules de secours, quand la situation le permet ;
- Le stationnement sera autorisé du côté droit dans le sens des PR croissants ;

**Article 4**

Le 01/05/2025, les prescriptions suivantes s'appliquent sur la RD 141 du PR 22+0266 au PR 23+0071, dans le sens des PR croissants :

- Un sens interdit est institué de 06 h 00 à 21 h 00. Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux véhicules de secours, quand la situation le permet ;
- Le stationnement sera autorisé du côté gauche dans le sens décroissant des PR ;

**Article 5**

Pendant la durée de la mesure, une déviation est mise en place pour tous les véhicules. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant :

- RD 773 (Morbihan)
- RD 773 (Ille-et-Vilaine)
- RD 30 (Ille-et-Vilaine)
- RD 166 (Ille-et-Vilaine)
- RD 766 du PR23+0217 au PR21+0977
- RD 766 du PR21+0901 au PR20+0523
- RD 766B au PR2+0380

Un plan matérialisant ladite déviation demeure ci-après annexé.

**Article 6**

Pendant la durée de la mesure, une déviation est mise en place pour tous les véhicules. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant :

- RD 2 au PR 90+0442
- brangelin
- RD 773D au PR0+0528
- trebran

Un plan matérialisant ladite déviation demeure ci-après annexé.

**Article 7**

La fourniture, la mise en place et la maintenance de la signalisation réglementaire seront à la charge du demandeur, CPIE FORET DE BROCELIANDE et devront être conformes aux principes énoncés dans le manuel du chef de chantier édité par le CEREMA et à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

**Article 8**

Le présent arrêté sera apposé de façon lisible de part et d'autre de la manifestation et de la déviation.

**Article 9**

L'organisateur, le Directeur des infrastructures et des mobilités, les services municipaux, le commandant du groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du département (Morbihan.fr).

Fait à Concoret, le 24 avril 2025  
Monsieur le Maire de Concoret

  
Ronan COIGNARD

Fait à Vannes, le 28 AVR. 2025  
Pour le Président du Conseil départemental,  
Le Directeur adjoint exploitation

  
Bertrand LE FORMAL

**DIFFUSION :**

- Madame Jeanne COUPE (CPIE FORET DE BROCELIANDE)
- Le Président du Conseil Départemental
- Monsieur le Maire de Concoret
- GENDARMERIE 56
- Direction des affaires juridiques et des assemblées
- SDIS 56
- SAMU 56 PLOERMEL
- Monsieur le Maire de Mauron
- Monsieur le Maire de Saint-Léry
- Monsieur le Préfet du Morbihan

**ANNEXE :**

Plan de déviation sens Paimpont vers Mauron  
Plan de déviation sens Mauron vers Paimpont

**INFORMATIONS IMPORTANTES**

**Délais et voies de recours :** Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif de Rennes dans le délai de **DEUX MOIS** à partir de sa publication.

Dans ce même délai, l'auteur de la décision peut être saisi d'un recours gracieux. L'absence de réponse expresse au terme d'un délai de deux mois suivant cette saisine fait naître une décision implicite de rejet.

Le recours gracieux prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse au dit recours gracieux, qu'elle soit expresse ou implicite.

**Informatique et liberté :** Les informations recueillies vous concernant font l'objet d'un traitement informatique, auquel vous consentez, destiné à la gestion du domaine public routier départemental. Ce traitement s'inscrit dans le cadre suivant:

- le code général des collectivités territoriales, le code de la voirie routière, le code de la route, le code des relations entre le public et l'administration, le code général des impôts, le livre des procédures fiscales et le règlement départemental de voirie.

Les données enregistrées sont celles liées au formulaire ainsi que les informations que vous avez librement fournies. Ces données n'ont pas pour finalité une prise de décision automatisée. Elles sont destinées aux services instructeurs du Département et ne peuvent être communiquées, en cas de besoin nécessaire à l'instruction de votre situation, qu'aux destinataires dûment habilités et intervenant strictement dans le cadre de votre dossier, à savoir, en fonction de leurs missions :

- les communes, les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les métropoles et tous les EPCI ayant une compétence dans le domaine de la voirie ;
- les services de la Direction Générale des Finances Publiques.

Vos données permettent également l'exercice des recours et leur gestion ainsi que l'établissement de statistiques et d'études techniques routières.

Les décisions sont notifiées à la personne ayant formulé la demande ainsi qu'aux mandants et à la collectivité du lieu d'occupation du domaine public routier. Les décisions portant arrêté de circulation soit permanent soit temporaire sont transmises aux services de police et de gendarmerie, aux services de secours tels que pompiers, SAMU.

Les données enregistrées sont conservées conformément aux prescriptions des archives départementales.

Conformément à la loi *informatique et libertés* du 6 janvier 1978, modifiée, et au *règlement général sur la protection des données*, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également définir le sort de vos données après votre décès. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant, sauf si ce droit a été écarté par une disposition législative.

L'ensemble de ces demandes doivent être adressées, en justifiant de votre identité, au délégué à la protection des données à l'adresse suivante: secrétariat général, 2 rue de Saint Tropez CS 82400 - 56009 Vannes cedex ou [cil56@morbihan.fr](mailto:cil56@morbihan.fr).

Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés : 3 place Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris cedex ou sur [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).







